

j'entends un discours en français, je me rappelle toujours un passage d'un vieux hymne populaire:

Tell me the story simply,
As to a little child.

Mais je voyais par la façon dont l'honorable sénateur gesticulait et par les sourires sur les visages de ceux qui comprenaient ce que j'appelle un français à tir rapide, qu'il prononçait là un discours efficace et intéressant et je désire le féliciter. Je désire également féliciter le sénateur d'Alma (l'honorable M. Molson) pour l'excellent discours qu'il a prononcé ici hier après-midi.

Honorables sénateurs, je n'ai pas l'intention de discuter à fond le discours du trône. Toutefois, j'estime qu'il est de mon devoir d'énoncer quelques observations afin d'expliquer la position où je me suis trouvé et où se sont trouvés aussi sans doute plusieurs autres Canadiens nés en Grande-Bretagne, lorsque l'Angleterre et la France sont militairement intervenus pour mettre fin aux hostilités entre Israël et l'Égypte par suite de l'invasion de la péninsule du Sinaï par les troupes israéliennes, le 29 octobre.

Avant d'aborder le problème du Moyen-Orient, j'aimerais déclarer que j'approuve entièrement tout ce que le peuple canadien fait actuellement pour la Hongrie. L'attaque de la Hongrie par la Russie soviétique a été brutale et cruelle. Il y a quinze ans j'ai passé plusieurs jours en Hongrie. Je me souviens très bien de la belle ville de Budapest où j'avais séjourné durant une fin de semaine et de l'affabilité et de l'hospitalité des Hongrois que j'ai rencontrés. Il est terrible de voir que bien que le 9 décembre 1948, les Nations Unies aient adopté une mesure interdisant le crime de génocide, la Russie ait pu envahir la Hongrie et massacrer nombre de ses habitants et que nous ne puissions rien y faire.

Mais ce dont je veux surtout parler présentement, c'est de la situation au Moyen-Orient. Je dois avouer que pour un moment j'en ai été tout abasourdi. J'étais loin d'être sûr que le geste de la Grande-Bretagne et de la France ait été un geste sage, bien que, j'en étais convaincu, leur intervention ne s'inspirait d'aucun désir de dominer l'Égypte, mais qu'elles agissaient plutôt dans ce qu'elles croyaient être l'intérêt de la paix. Elles tentaient de mettre fin aux hostilités entre Israël et l'Égypte et d'épargner au canal de Suez de graves dégâts.

J'ai dû me rappeler que sir Anthony Eden était un homme d'État expérimenté et pondéré, qu'il a eu une longue carrière diplomatique où il s'est distingué, et au cours de laquelle il a occupé pendant plusieurs années le poste de secrétaire d'État aux Affaires étrangères en Grande-Bretagne. Je me suis

aussi rappelé que les Britanniques l'avaient choisi comme successeur à leur grand premier ministre d'alors, sir Winston Churchill et qu'aux élections générales son choix avait été ratifié par la nation qui lui a conféré une majorité de 60 sièges à la Chambre des communes. Je me suis en outre rappelé, honorables sénateurs, que sir Anthony Eden est chevalier de l'Ordre de la Jarretière, ce magnifique ordre anglais de chevalerie dont les membres triés sur le volet doivent en général faire preuve d'une plus grande pureté d'intention, d'une plus grande bravoure dans leurs actions et d'une plus grande humanité dans leur conduite que le commun des hommes. J'ai dû me rappeler aussi que le secrétaire actuel aux Affaires étrangères de Grande-Bretagne, M. Selwyn Lloyd, avec qui j'ai eu une agréable conversation à une réception au Rideau Club, le printemps dernier, est un compatriote des Galles, qui a eu une carrière distinguée. A titre de *Recorder* de la vieille ville romaine de Chester, il rend depuis quelques années d'importantes décisions. Ces deux hommes et leurs collègues du cabinet ne sont ni exaltés, ni impétueux, ni inconstants. Ce sont de grands hommes d'État et je suis convaincu qu'ils n'ont pas oublié un seul instant l'importance de peser et d'étudier la portée de toute mesure qu'ils pourraient prendre.

Je me suis souvenu que, depuis la saisie du canal de Suez par le colonel Nasser et l'apparente négligence de la part des Nations Unies à prendre quelque mesure rapide et définitive à ce sujet, sir Anthony Eden et son gouvernement se sont trouvés aux prises avec de graves problèmes. Les États-Unis ne leur ont accordé que peu de sympathie et il n'y a pas lieu de s'en étonner si l'on pense aux élections présidentielles qui approchaient.

Tout d'abord, j'approuve d'emblée l'attitude que le Canada a prise aux Nations Unies. Je préconise sans réserve, si on peut la trouver, la solution pacifique de la présente crise mondiale. Nous ne devons rien négliger à cet égard. Comme nous l'a rappelé le leader du Gouvernement (l'honorable M. Macdonald) hier, si nous ne trouvons pas la solution pacifique, c'est peut-être la fin du monde qui nous guette. J'appuie sans réserve l'idée d'une force policière des Nations Unies; je suis très fier que nous la devions au Canada et que cette force sera commandée par un général canadien. Je reviendrai tantôt sur la question d'une force de police internationale.

Mais je veux auparavant dire un mot des pressions exercées sur le Gouvernement britannique et des affirmations paisibles mais bien explicites qui ont paru dans certains journaux à l'effet que la population britannique comptait sur sir Anthony Eden et sur